

COPIE

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugés en l'audience des saisies immobilières du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de **PARIS** séant dite ville au Palais de Justice, salle ordinaire des dites audiences, au plus offrant et dernier enchérisseur.

SUR SAISIE IMMOBILIERE

EN UN LOT

A **PARIS 75014, 33 bis avenue Reille**, bâtiment en façade sur la cour, un appartement de 2 pièces principales au 2^{ème} étage et une cave au sous-sol.

Aux **requêtes, poursuites et diligences** du , agissant poursuites et diligences de son Syndic, le au capital de 23 486 519,79 €, identifiée au SIREN sous le numéro et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de **PARIS**, dont le siège social est , représentée par son Président domicilié en cette qualité audit siège.

Dûment habilité à poursuivre la présente vente par décision de l'assemblée générale des copropriétaires dudit immeuble en date du 18 mai 2022.

Ayant pour avocat Maître Corinne CHERKI, Avocat au Barreau de **PARIS**, demeurant 56 avenue Victor Hugo, 75116 **PARIS**. Vestiaire P 138.

Laquelle est constituée à l'effet d'occuper sur les présentes poursuites de saisie immobilière et leurs suites.

1^{er} 10/6

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

EN VERTU de la copie exécutoire :

1°/D'un jugement rendu par la 8^{ème} Chambre, 3^{ème} Section du Tribunal de Grande Instance de PARIS, le 31 mai 2019, signifié le 11 juillet 2019, définitif ainsi qu'il appert d'un certificat de non-appel délivré par la Cour d'Appel de PARIS le 23 mai 2022, ayant condamné Monsieur à payer au , les sommes suivantes :

- 17 011,81 € avec intérêts au taux légal sur la somme de 9 979,77 € à compter du 22 septembre 2016 (date de l'assignation), puis à compter du 21 juin 2018 pour le surplus, 2000 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile et aux dépens.

2°/D'un jugement rendu par le Tribunal Judiciaire de PARIS, Pôle Civil de Proximité, le 19 janvier 2023, signifié les 9 et 10 février 2023, définitif ainsi qu'il appert d'un certificat de non-appel délivré par la Cour d'Appel de PARIS le 23 mars 2023, condamnant solidairement Monsieur et Monsieur le Directeur des Finances Publiques en sa qualité de curateur de la succession de Madame veuve à payer au , les sommes suivantes :

- 2 629,33 € au titre des provisions sur charges et charges pour la période allant du 1^{er} octobre 2018 au 15 juin 2022, avec intérêts au taux légal à compter du 1^{er} juillet 2022, 1 000 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile et aux dépens.

Le poursuivant sus dénommé et domicilié, a

:

1°/Suivant exploit de la SELARL ACT'RIVIERA, Laetitia CALVIN - Romain GHIANDAI, Commissaires de Justice Associés à MENTON, en date du 21 juin 2023, fait signifier commandement à :

- Monsieur .

2ème rôle

Observation étant ici faite que Monsieur étant actuellement sans domicile ni résidence connus un procès-verbal de recherches infructueuses a été notifié dans les termes de l'article 659 du C.P.C.

2°/Suivant exploit de la SAS SINEQUAE, Commissaires de Justice Associés à LYON, en date du 27 juin 2023, fait signifier commandement à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques Rhône, 165 avenue Garibaldi 69003 LYON, pris en sa qualité de curateur de la succession vacante de Madame , veuve et non remariée de Monsieur , née le , décédée le .

Désigné en cette qualité aux termes d'une ordonnance rendue par Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de PRIVAS le 3 juin 2013, rectifiée aux termes d'une ordonnance rendue le 2 juillet 2013.

Observation étant ici faite que la copie dudit commandement a été remise à Madame , en qualité d'agent.

D'avoir à payer dans les HUIT JOURS au requérant à l'acte, entre les mains du Commissaire de Justice, ayant charge de recevoir, ou encore entre les mains de l'Avocat constitué, sus-dénommé et domicilié,

La somme de VINGT SEPT MILLE DEUX CENT SOIXANTE SIX EUROS UN CENTIME (27 266,01 €) sauf mémoire, se décomposant comme suit :

Monsieur seul

Jugement du 31 mai 2019

principal	17.011,81 €
Intérêts au taux légal majoré à compter du 13/09/2019 arrêtés eu 13/04/2023	3.909,90 €
intérêts postérieurs	mémoire
Indemnité article 700 du Code de Procédure Civile	2.000,00 €
Dépens	784,79 €
Total sauf mémoire	23.306,50 €

3ème rôle

Monsieur et Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques Rhône 165, avenue Garibaldi à 69003 – Lyon, pris en sa qualité de curateur de la succession vacante de Madame , débiteurs solidaires

Jugement du 19/01/2023

Principal	2.629,33 €
Intérêts au taux légal majoré à compter du 10 avril 2023 arrêtés au 13 avril 2023	26,58 €
Intérêts postérieurs :	mémoire
Indemnité article 700 du Code de Procédure Civile	1.000,00 €
Dépens	303,60 €
Total sauf mémoire	<u>3.959,51 €</u>

Plus le coût des présentes sans préjudice de tous autres dus, intérêts et frais et sous déduction des versements éventuellement effectués.

Ces commandements ont été publiés au Service de la Publicité Foncière de PARIS 2 le 21 juillet 2023 sages B214P02 volume 2023 S numéros 76 et 77.

Par exploit de
de Justice à
en date du

Commissaire

le a donné assignation à Monsieur et Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques Rhône, ès qualité de curateur de la succession vacante de Madame veuve d'avoir à comparaître à l'audience d'orientation du devant le Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de PARIS.

4ème rôle

DESIGNATION GENERALE DE L'IMMEUBLE

Dans un immeuble sis à PARIS 75014, 33 bis avenue Reille, cadastré section BL numéro 20 pour une contenance de 9a 41ca,

Comprenant :

- Bâtiment en façade sur l'avenue, double en profondeur, élevé sur caves d'un rez-de-chaussée et de cinq étages carrés, grenier au-dessus, couverture en tuiles.

- Bâtiment en façade sur la cour, double en profondeur, élevé sur caves d'un rez-de-chaussée, et de trois étages carrés, grenier perdu au-dessus, également couverts en tuiles.

Cour entre ces bâtiments, courettes.

DESIGNATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS MIS EN VENTE

LE LOT NUMERO QUARANTE HUIT (48) de l'état descriptif de division, savoir :

Dans le deuxième groupe d'immeubles (bâtiment en façade sur la cour), escalier D, au deuxième étage, à gauche, un appartement composé de : deux pièces, cuisine, entrée, water-closets.

Au sous-sol, cave numéro 4.

Et les 16/1 038èmes des parties communes.

Observation étant ici faite qu'un procès-verbal de description a été établi par Maître Franck CHERKI, Commissaire de Justice à PARIS, le 24 juillet 2023, dont copie est donné ci-après, duquel il ressort que la désignation est la suivante : entrée, sanitaires, cuisine, séjour, une chambre.

Tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent, et comportent avec toutes aisances, circonstances et dépendances et tous droits pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

Stève Rolé

OBSERVATION

Cet immeuble a fait l'objet d'un règlement de copropriété et état descriptif de division suivant acte reçu par Maître VIGIER, Notaire à PARIS, le 22 mai 1950, transcrit au 9^{ème} bureau des Hypothèques de la Seine le 16 juin 1950 volume 3372 numéro 1762.

Modificatif suivant acte reçu par Maître MARTEL, Notaire à CHOISY-LE-ROI, le 18 décembre 1987, publié au 6^{ème} bureau des Hypothèques de PARIS le 24 mars 1988 volume 1988 P numéro 1199.

Modificatif suivant acte reçu par ledit Notaire, le 26 décembre 1989, publié le 12 février 1990 volume 1990 P numéro 593.

Modificatif suivant acte reçu par Maître BOUVAT-MARTIN, Notaire à VITRY-SUR-SEINE, le 4 septembre 2002, publié le 24 octobre 2002 sages B214P06 volume 2002 P numéro 3897.

Modificatif suivant acte reçu par Maître BURTHERMIQUE, Notaire à PARIS, le 24 octobre 2001, publié le 1^{er} avril 2003 sages B214P06 volume 2003 P numéro 1195, suivi d'un acte rectificatif du 10 septembre 2002, publié le 1^{er} avril 2003 sages B214P06 volume 2003 P numéro 1196 et d'un acte rectificatif reçu par Maître DARMON, Notaire à PARIS, le 17 février 2003, publié le 1^{er} avril 2003 sages B214P06 volume 2003 P numéro 1197, suivi d'un acte rectificatif reçu par Maître BURTHERMIQUE, Notaire susnommé, le 22 décembre 2005, publié le 25 janvier 2006 sages B214P06 volume 2006 P numéro 347.

Modificatif suivant acte reçu par Maître VAN CRAYELINGHE, Notaire à GRANDVILLIERS, le 8 juin 2006, publié le 13 juin 2006 sages B214P06 volume 2006 P numéro 2244.

Modificatif suivant acte reçu par Maître BURTHERMIQUE, Notaire susnommé, le 11 décembre 2006, publié le 26 février 2007 sages B214P06 volume 2007 P numéro 721, suivi d'un acte rectificatif du 16 février 2007, publié le 26 février 2007 sages B214P06 volume 2007 P numéro 722.

Modificatif suivant acte reçu par Maître PEPIN, Notaire à LE RAINCY, le 13 décembre 2006, publié le 28 février 2007 sages B214P06 volume 2007 P numéro 748.

6ème rôle

Modificatif suivant acte reçu par Maître PICARD, Notaire à PARIS, le 15 novembre 2013, publié le 5 décembre 2013 sages B214P06 volume 2013 P numéro 3214.

Ce règlement de copropriété devra être observé par l'adjudicataire qui devra au surplus se conformer à la loi du 10 juillet 1965 portant statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements.

La loi N°65-557 du 10 juillet 1965 (Article 48) a abrogé le chapitre II de la loi du 28 juin 1938 intitulé « Dispositions régissant les copropriétaires d'immeubles ». Elle constitue aujourd'hui la charte de la copropriété et doit s'appliquer immédiatement. Aux termes de l'article 43 de ladite loi, toutes les clauses du règlement de copropriété contraires aux dispositions des Articles 6 à 17, 19 à 37 et 42 sont réputées non écrites.

Un exemplaire du règlement de copropriété sera remis à l'adjudicataire par l'avocat poursuivant.

ORIGINE DE PROPRIETE

L'origine de propriété qui va suivre résulte de l'analyse de l'acte reçu par Maître PYCKE, Notaire à PARIS, le 28 mars 1989.

I - Originellement, le bien, objet de la présente vente, appartenait à Monsieur et Madame , son épouse, ci-après nommés, par suite de l'acquisition que Monsieur en avait faite seul au cours et pour le compte de la communauté.

Aux termes d'un acte reçu par Maître VIGIER, Notaire à PARIS, le 31 mai 1950, transcrit au 9^{ème} bureau des Hypothèques de la Seine le 27 juillet 1950 volume 3383 numéro 2207.

II - Décès de Monsieur _____

Monsieur , veuf en premières noces de Madame et époux en secondes noces de Madame , est décédé le à , laissant pour lui succéder :

Ferrari

- Madame , son épouse survivante.
Usufruitière légale du quart des biens composant sa succession en vertu de l'article 767 du Code Civil.

- Monsieur , époux de Madame .

- Monsieur , époux de Madame .

Héritiers ensemble pour le tout ou divisément chacun pour moitié, sauf les droits du conjoint survivant.

Un acte de notoriété a été établi par Maître PYCKE, Notaire à PARIS, le 5 octobre 1988.

III - Décès de Monsieur

Monsieur , décédé le , laissant pour lui succéder :

- Madame susnommée, son épouse survivante.

Donataire aux termes de l'acte de donation entre époux reçu par Maître DUCLOS, Notaire à ARPAJON, le 16 février 1979 enregistré après décès, de l'universalité des biens composant la succession du défunt, avec stipulation notamment qu'en cas d'existence de descendants du mariage au jour du décès du donateur, acceptant la succession et réclamant la totalité de leur réserve, ladite donation serait réduite à celle des quotités disponibles entre époux alors permises par la loi au choix de la donataire.

- Monsieur susnommé, son fils issu de son union avec Madame .
Héritier de la totalité de la succession sauf les droits du conjoint.

Un acte de notoriété a été établi par Maître DUCLOS, Notaire susnommé, le 9 octobre 1981.

Option pour un quart en pleine propriété et trois quart en usufruit aux termes d'un acte reçu par Maître DUCLOS, Notaire à ARPAJON, le 16 octobre 1981.

8ème vol.

IV - Décès de Madame veuve

Madame , veuve de Monsieur , décédée le , laissant pour lui succéder :

- Monsieur , susnommé,

Son fils issu de son union avec Monsieur , son époux prédécédé.

- Monsieur , susnommé,

Son petit-fils venant en représentant de son père, Monsieur , issu de l'union de la défunte avec Monsieur , son époux prédécédé.

Héritiers ensemble pour le tout ou chacun divisément pour moitié.

Un acte de notoriété a été établi par Maître PYCKE, Notaire susnommé, le 26 février 1988.

L'attestation après les décès de Messieurs et et Madame veuve a été dressée par ledit Notaire, le 21 novembre 1988, publiée au 6^{ème} bureau des Hypothèques de PARIS le 22 décembre 1988 volume 1988 P numéro 4603.

V - Licitation ne faisant pas cesser l'indivision

Aux termes d'un acte reçu par Maître PYCKE, Notaire susnommé, le 28 mars 1989, Monsieur a cédé à titre de licitation ne faisant pas cesser l'indivision à Monsieur , le montant de ses droits soit la moitié, dans les biens et droits immobiliers objet de la présente vente.

Cette cession à titre de licitation a été consentie sur la base de 300 000 Francs, soit pour les parts et portions cédées par Monsieur à Monsieur , la somme de 150 000 Francs payé comptant et quittancé audit acte.

Cet acte a été publié au 6^{ème} bureau des Hypothèques de PARIS, le 26 mai 1989 volume 1989 P numéro 1807.

9ème vol

VI - Donation

Aux termes d'un acte de donation entre vifs reçu par Maître Bernard PYCKE, Notaire susnommé, le 28 mars 1989, Monsieur a fait donation à Madame veuve de Monsieur , susnommée, des 36/48èmes en pleine propriété et des 9/48èmes en nue-propriété des biens mis en vente.

Cet acte a été publié au 6^{ème} bureau des Hypothèques de PARIS le 26 mai 1989 volume 1989 P numéro 1808.

Observations étant ici faites que Monsieur s'est réservé le droit de retour prévu à l'article 951 du Code Civil, sur tous les biens par lui donnés, pour le cas où Madame veuve viendrait à décéder avant lui sans enfant ni descendant (légitime ou naturel ou adoptif), et pour le cas encore où les enfants ou descendants de Madame viendraient eux-mêmes à décéder sans postérité.

Que Madame veuve de Monsieur , susnommée, est décédée le .

En ce qui concerne l'origine antérieure, l'adjudicataire en fera son affaire personnelle et il est d'ores et déjà autorisé à se procurer à ses frais exclusifs tous actes de propriété antérieure qu'il avisera toutes autorisations lui étant données par le poursuivant, lequel ne pourra en aucun cas être inquiété, ni recherché, à ce sujet.

10ème rôle

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

SUR SAISIE IMMOBILIERE

CHAPITRE 1^{er} : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

ARTICLE 2 – MODALITES DE LA VENTE

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

Ad Em 10/6

ARTICLE 5 – PREEMPTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II : ENCHERES

ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayant droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

12ème rôle

ARTICLE 10 – SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III : VENTE

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du barreau de l'avocat postulant, pour être

13ème 2016

distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 – VENTE AMIABLE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des Dépôts et Consignations conformément à l'article R. 322-23 du code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 – VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1347 et suivants du Code civil.

ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

M. J. J. J.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 19 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

15ème rôle

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIETE

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil.

ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE PREMIER RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

16 June 2016

ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 29 – MISE A PRIX

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant soit :

TRENTE MILLE EUROS (30 000 €)

Fait et rédigé à PARIS, le

Par Maître Corinne CHERKI, Avocat poursuivant

Approuvé lignes mots rayés nuls et renvois

17ème noté

AFFAIRE : C/ Monsieur et Monsieur le Directeur
Départemental des Finances Publiques Rhône, pris en sa
qualité de curateur de la succession vacante de Madame
veuve

N° RG :

DIRE

L'an deux mille vingt-trois et le

Au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de PARIS et
par-devant, Nous, Greffier ;

A comparu, Maître Corinne CHERKI, Avocat du , poursuivant la
présente vente ;

LAQUELLE A DIT :

Que pour compléter la désignation des biens et droits immobiliers
présentement mis en vente, elle donne ci-après photocopie du procès-
verbal de description établi par Maître Franck CHERKI, Commissaire
de Justice à PARIS, le 24 juillet 2023.

Et Maître Corinne CHERKI, Avocat, a signé avec Nous, Greffier, sous
toutes réserves.

AFFAIRE : C/ Monsieur et Monsieur le Directeur
Départemental des Finances Publiques Rhône, pris en sa
qualité de curateur de la succession vacante de Madame
veuve

N° RG :

DIRE

L'an deux mille vingt-trois et le

Au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de PARIS et
par-devant, Nous, Greffier ;

A comparu, Maître Corinne CHERKI, Avocat du , poursuivant la
présente vente ;

LAQUELLE A DIT

Que pour compléter le cahier des conditions de vente elle donne ci-
après photocopie du règlement de copropriété et état descriptif de
division reçu le 22 mai 1950 par Maître VIGIER, Notaire à PARIS.

Et Maître Corinne CHERKI, Avocat, a signé avec Nous, Greffier, sous
toutes réserves.